

Prusse, assistaient froidement à ce spectacle. L'Autriche avait alors pour premier ministre un esprit sage et loyal, le regrettable M. de Schmerling, qui voyait avec appréhension le débordement de ces idées nouvelles de nationalité.

Le ministre entreprenant qui aujourd'hui occupe tant la renommée,—je désire que se soit pour sa gloire et pour le bonheur de son pays,—restait, lui aussi, observateur attentif et inerte. Il voyait dans ce qui se passait en Allemagne une saillie très vive de cet esprit libéral sur lequel il était aux prises, et il disait au Danemark de ne pas s'inquiéter.

Tout à coup; on ne sait quel génie a parlé à son esprit, il change de politique; il pense comme d'autre qu'une manière de se dispenser d'être libéral, c'est de jouer le démocrate. (Bruit et rire.) Il dit aux patriotes allemands qu'il va prendre en main la cause de la Confédération, et il marche sur les duchés.

L'Autriche fit la faute, et il faut la lui pardonner en faveur de ses intentions, de s'unir à la Prusse pour une action commune, dans la pensée de modérer l'ardeur, la véhémence du ministre prussien.

Alors 80,000 Prussiens et Autrichiens fondirent sur les duchés et arrivèrent sur cette frontière du Sleswig, qui est la grande position du Danemark. Les Danois étaient 15,000; ils firent une défense héroïque. Ils ont été accablés, mais en tenant fermement le drapeau de leur pays. (Vive approbation.)

Que ces nobles armées autrichiennes et prussiennes permettent à un Français, qui honore le courage partout, de leur dire, qu'après les grandes choses qu'elles ont faites dans le monde et dont nous avons été les témoins, elle pouvaient

aspirer à un triomphe plus digne d'elles. (Très-bien! très-bien!)

Quand cette armée de 15,000 Danois, réduite d'un quart au moins, se retira dans l'île d'Alsen, il y eut dans toute l'Europe un frémissement d'indignation. L'Angleterre parut le ressentir très-vivement, elle proposa à l'Europe une conférence.

Malheureusement, le moment était mal choisi. Sa position vis-à-vis de la France était fautive. C'était le moment où le ministre des affaires étrangères de la France avait cru donner à la question polonaise une force nouvelle en faisant européeniser la question, en obtenant de l'Angleterre et de l'Autriche qu'elles fissent entendre à la Russie un langage d'humanité. Intention qu'il faut louer quoique la prévoyance politique eût dû indiquer qu'on n'obtiendrait pas d'elles davantage. Et, en effet, lorsque la Russie, se relevant fièrement de sa défaite en Crimée, nous faisait le défi d'apporter devant elle, à ses frontières, autre chose que des dépêches parlant d'humanité, l'Autriche et l'Angleterre se sont arrêtées, et nous nous sommes trouvés seuls.

Aurais-je conseillé au gouvernement de passer sur le corps de l'Europe pour aller appuyer ses dépêches d'une guerre folle? Non, et je n'ai jamais blâmé que l'illusion qui avait fait naître cette négociation. On a cherché pour la dignité de la France un refuge; on a imaginé l'idée d'un congrès. Oh! certainement il serait à désirer que cette idée, qui était alors prématurée, pût descendre aujourd'hui du ciel. (Mouvement.) Mais à cette époque elle était impraticable. (Réclamations.)

M. SEVERIN ABBATUCCI. Elle était bonne alors.

M. THIERS. Alors aucune ques-